



Le 29 janvier 2009

Etre Plus Forts ENSEMBLE, avec la CGT Impôts et Trésor

Où il sera question d'ogres, d'homo oeconomicus, de RGPP, de DGFIP, d'accueil fiscal, de bibliothèque vide mais aussi de lutte, de rassemblement, de grève, de manifestation, du Vieux Port. Un jeudi rouge.

C'était il y a encore quelques mois.

L'heure était plus que jamais au " moins "d'Etat (moins d'Etat social) et à l'individu seul et unique, [l'Homo oeconomicus](#) ne gagnant que ce qu'il méritait... "Trop d'assistés"...

L'heure était au "Travailler PLUS pour Gagner PLUS"... "je serai le président du pouvoir d'achat"...

Chez les libéraux, engouffrés pour la plupart dans le Sarkozisme, être moderne c'était mettre le social aux oubliettes, renvoyer les outils de solidarité sociale que sont les services publics aux rayons poussiéreux d'une bibliothèque sans livres et faire passer encore et toujours les agents publics pour de dangereux profiteurs, des [ogres](#) nourris au déficit et à la dette publique (ils endetteraient leurs propres enfants et les enfants des autres) incapables de s'organiser correctement pour faire le travail en coûtant moins cher.

On allait voir ce qu'on allait voir !

La solution était dans le recul de l'intervention publique pour laisser toujours plus de place à la sphère (est-elle ronde ?) marchande, supposée plus efficace (prouvez le !), seule censée pouvoir réguler les sociétés, dans les privatisations larvées ou non, dans les cadeaux aux plus riches avec le paquet fiscal (*Tu veux être mon ami ? Ne me dessine pas un mouton, offre moi des cadeaux fiscaux !*), dans la sinistre RGPP qui liquide les missions, les emplois par milliers, dans la mise en pièces du statut général des fonctionnaires, dans la strangulation de l'éducation nationale, l'asphyxie pour la santé et les hôpitaux, etc.

La crise arriva qui vit, en un tour de main, le gouvernement, trouver des milliards d'euros alors qu'il déclarait les caisses désespérément vides quelques jours auparavant pour satisfaire les besoins sociaux. Souvenez-vous, le 1er ministre : "l'Etat est en faillite"...

Mais l'appel au secours des banques, des banquiers, des grands patrons et actionnaires, des dérégulateurs et des ouvreurs de marché (Tiens ! Le livret A ?!) de tous ceux responsables du désastre, nécessitait cette mobilisation sans précédent des légions gouvernementales sponsorisées par le MEDEF.

De l'emploi, des salaires, des conditions de vie et de travail, on ne parla point, ou si peu. Pour « ces gens là, Monsieur », l'essentiel est ailleurs.

L'Etat est donc de retour... mais pour les plus riches !

Et sur le dos du plus grand nombre que gouvernement et patronat vouent à être les principaux payeurs de leurs dégâts.

Argent public pour la finance, plans sociaux, licenciements, aggravation des conditions de vie pour les salariés, voilà le bon partage pour sortir de la crise selon le Président de la République et sa majorité.

Et c'est pour satisfaire leurs mandataires qu'ils mettent les bouchées doubles afin d'imposer leurs réformes destructrices.

La surdité aux exigences sociales, la répression policière et judiciaire contre tous ceux qui les expriment quand ce n'est pas la provocation à leur égard, vont de pair avec cette démarche. **Dans toute la fonction publique, la même logique régressive est à l'œuvre... avec la RGPP**

Les restructurations n'ont d'autre but que de liquider de l'emploi public. C'est devenu dans tous les secteurs une véritable

obsession qui dégrade tout à la fois la qualité des missions et les conditions de travail des agents.

L'attaque en règle contre leurs droits et garanties collectives, contre leur statut, accompagne cette entreprise et relève d'une seule volonté : isoler les agents pour les contraindre à courber l'échine, les mettre en

concurrence pour en tirer le plus grand rendement au moindre coût.

C'est à cet objectif que répondent entre autres **le projet de loi sur la mobilité, la prime de fonction et de résultat ou la suppression de la notation pour ne laisser place qu'à un entretien individuel.**

A la DGFIP, la démarche est évidemment de même nature

La CGT, ne cesse de dénoncer la fusion et ses conditions de mise en œuvre. Elle refuse une politique de suppressions massive d'emplois qui conduit inéluctablement à la fragilisation des missions !

Certaines d'entre elles sont d'ores et déjà la cible de lourdes évolutions à venir : la gestion des collectivités locales, l'hôpital, les OPHLM, les services de la paie, des pensions, l'informatique, le contrôle fiscal, le service public foncier, sont en danger, menacés par la création d'agences comptables pour les uns ou d'externalisations pour les autres.

Regrouper toujours plus les structures, notamment par la dévitalisation des plus petites, pour réduire au maximum leur implantation, c'est à dire leur coût, ne conduit pas à conforter la proximité du service public.

A cet égard, l'accueil fiscal présenté comme la pérennisation des trésoreries de proximité sans moyens supplémentaires et sans réelle volonté de le mettre en œuvre ressemble à une vaste tromperie !

Les agents n'en peuvent plus de l'empilement des réformes et

restructurations. La désorganisation des services est générale et la souffrance au travail, le lot commun.

La reconnaissance des qualifications, que ce soit au niveau du salaire ou du régime indemnitaire, n'est qu'un leurre agité sous le nez des personnels au travers de campagnes de communication. A défaut de répondre aux attentes, celles-ci ont pour seule finalité de gagner la paix sociale.

Arc-boutés sur leurs réformes, sourds aux revendications, le Directeur général et son équipe jouent la temporisation sur quelques semaines mais en gardant intact l'échéancier de mise en place du guichet fiscal unifié.

Le dialogue social dans la nouvelle Direction est plus vide que jamais et écarte délibérément les problèmes rencontrés et les revendications portées par les agents.

A tous les niveaux, les agents en font, jour après jour, l'amère expérience. Pétitions, motions, rencontres avec les Directions, aucune véritable réponse ne leur est donnée !

Le 29, à la DGFIP, nous avons toutes les raisons d'en être !

Confrontés aux mêmes logiques,

c'est ensemble que nous devons dire :

Ça suffit ! D'autres choix sont possibles ! Ecoutez et négociez !

Le 29, retrouvons nous massivement dans la rue !

10h00 Marseille Vieux Port

10h30 Arles, place de la République